



COMMUNIQUE DE PRESSE FSU, SGEN-CFDT, UNSA-EDUCATION

Aujourd'hui, mardi 3 mars 2009, le Président de la République est dans la Drôme pour faire un discours sur la réforme de la formation professionnelle et la recherche. Les organisations syndicales représentatives des enseignants sont invitées, dans l'urgence, à constituer une délégation pour une rencontre avec l'un des représentants du Président SARKOZY à douze heures à la préfecture de la Drôme.

Les organisations syndicales n'assisteront pas à cette audience même si elles ne remettent nullement en cause le déplacement de Monsieur le Président de la République dans notre département ni sa légitimité d'ailleurs. Elles veulent, par leur position aujourd'hui, montrer leur unité.

En tant que représentants des organisations syndicales et des personnels de l'Éducation Nationale, nous voulons, par notre position, exprimer notre exaspération face à l'accumulation des mesures destructrices qui laissent prélude à une mise en pièces de l'école dans notre pays.

- la suppression de 13500 postes pour la rentrée 2009 ;
- la suppression de la carte scolaire ;
- la promulgation unilatérale de « nouveaux » programmes dans le premier degré ;
- la diminution de 2 h du temps hebdomadaire d'enseignement dans les écoles alors que les programmes sont alourdis ;
- le discrédit jeté sur l'action des enseignants de l'école publique ;
- les déclarations insultantes sur les maternelles et la réduction continue de la scolarisation des enfants de 2 à 3 ans ;
- la disparition programmée des IUFM ;
- l'étranglement financier des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public ;
- les atteintes au paritarisme, au droit syndical, et au droit de grève ;
- la suppression massive de postes d'enseignants spécialisés des RASED pour les élèves en grande difficulté scolaire ;
- la baisse de 30 % des postes mis au concours en 2009 ;
- la création de l'Agence nationale du remplacement ;
- la création des EPEP et la caporalisation des maîtres ;

C'en est trop !

L'école ne peut plus continuer à subir **cette politique scolaire fondée sur la concurrence entre, les collectivités, entre les élèves, entre les familles, entre les écoles et entre les maîtres**. Elle est contraire à l'idéal de **citoyens responsables et solidaires** qui fonde notre école laïque et républicaine. Nous dénonçons cette avalanche de coups bas contre l'école.

Nos représentants nationaux ont été reçus dernièrement par le Ministre de l'éducation et le Président et ont pu exprimer nos revendications.

Ils ont constaté qu'aucun élément nouveau n'était venu infléchir la politique gouvernementale pour l'éducation. La suppression de 13500 postes dans l'éducation à la rentrée 2009, conséquence du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, n'a toujours pas été remise en cause.

Cette question reste un préalable à toute discussion constructive.

Nous sommes favorables aux réformes indispensables notamment pour les collèges et les lycées. Mais ces réformes ne peuvent pas être conduites au mépris des élèves, des parents, des enseignants et de leurs organisations syndicales et représentatives comme l'ont été, malheureusement, celles du premier degré.

Nous revendiquons aussi la revalorisation morale et matérielle du métier d'enseignant. La crise ne doit pas servir d'étouffoir à cette légitime demande. Cette revalorisation doit se faire par le biais d'une augmentation de la valeur du point d'indice et d'une remise à plat de la grille indiciaire pour tous les personnels.

C'est pour toutes ces raisons, que les organisations syndicales appellent à maintenir la mobilisation et à participer massivement aux manifestations du 19 mars à Valence pour la Drôme, seule rencontre possible avec le Président de la République.